

Le RN, ou la stratégie du Guépard

41,46 %, soit 13 297 000 suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle de 2022. Jamais l'extrême droite n'avait eu un tel score : on est très loin des 0,74 % obtenus par Jean-Marie Le Pen, en 1974. Comment peut-on expliquer cette progression ?

Philippe LAMY, docteur en sociologie

La présence de l'extrême droite au second tour de la dernière élection présidentielle était-elle « prévisible » ? Oui, affirmait Danièle Sallenave, dans un article de *L'Obs*⁽¹⁾. Pourtant, à la veille de la campagne présidentielle, le Rassemblement national (RN) n'était pas dans sa meilleure posture. Le parti d'extrême droite avait connu deux revers électoraux avec les municipales (2020) et les régionales (2021). Le gain de Perpignan par Louis Aliot ne masquait pas la perte d'un tiers des élus municipaux FN/RN entre les deux élections (-33,8%)⁽²⁾, ainsi que celle de deux villes conquises en 2014. L'année suivante, non seulement le RN ne conquiert aucune région comme il l'espérait, mais il passait de 358 conseillers régionaux à 252.

C'est tout le paradoxe du RN. Il aspire à gérer nationalement la France quand il n'a jamais su être en capacité de gérer d'importantes villes, des départements ou des régions. Jamais le FN/RN n'a pu constituer un réseau d'élus solide, car gérer des collectivités territoriales nécessite aussi de faire des alliances et de passer des compromis. Or, l'extrême droite est l'ennemie du compromis. Jean-Marie Le Pen, cofondateur du Front national, considérait qu'un « *militant qui s'engage dans l'action locale est perdu. Tota-*

lement perdu. Et le maire et le conseil municipal aussi; [...] ils vont essayer de consacrer au bien-être de leurs administrés et ils vont cesser d'agir politiquement. Ils vont essayer d'élargir leur base électorale, donc d'amoindrir leur message politique »⁽³⁾.

Un parti confronté à une double crise

Le RN est également victime de la crise du militantisme qui frappe tous les partis. Le FN n'a jamais été un parti de masse, à l'image de l'Action française, décrite par Lucien Rebatet dans *Les Décombres* (1942) comme un « *chapelet continu de dissidences* ». Il ne s'est jamais remis du départ de Bruno Mégrét et de la majorité des cadres et des élus, privant la formation de J.-M. Le Pen de son « laboratoire idéologique » et de quelques-unes de ses élites « vitrines ». Le mode autoritaire de la gestion de ce parti, les purges successives empêchent également la constitution d'un parti de cadres⁽⁴⁾. Le RN a connu une chute importante d'adhérents et de cadres depuis 2014. Annonçant officiellement quatre-vingt-trois-mille adhérents, ceux-ci ne seraient en réalité, d'après les cotisations versées, que vingt-sept-mille⁽⁵⁾. Conséquence de cette perte de cotisations, le RN est aussi en crise financière, avec une dette de vingt-trois-millions d'euros, dont neuf-millions à rembourser à une banque russe. Cette double crise, financière et militante, explique en partie le choix d'une stratégie de campagne minimale, faite de rencontres sur les marchés, de petites réunions publiques dans des villes où le RN est peu ou pas contesté. Contrairement à Reconquête ! il n'y a pas eu de grande démonstration de forces, car le RN est désormais dans l'incapacité d'en organiser.

A l'automne 2021, il connaît un vide. D'autant plus qu'un concurrent sérieux entend se présenter également : le journaliste et éditorialiste Eric Zemmour⁽⁶⁾. Conséquence de la gestion autoritaire du RN, plusieurs des figures notoires du RN le rallient : Gilbert Collard, Nicolas Bay, Damien Rieu, Jérôme Rivière et même l'unique sénateur Ravier, sans parler de la nièce Marion Maréchal. A quelques exceptions près⁽⁷⁾, toute l'extrême droite radicale soutient l'éditorialiste. Démarrant à un peu moins de 9 %, le journaliste connaît une pointe à 16,2 % en octobre 2021, puis reste jusqu'en février 2022 sur une ligne de crête, autour de 14 à 15 %. Il arrive même à légèrement devancer Marine Le Pen avant de décliner doucement, en dessous des 10%⁽⁸⁾, pour finir au résultat que l'on connaît. Un moment désarçonné par la dynamique Zemmour, le RN va

(1) *L'Obs*, 14 avril 2022.

(2) 827 conseillers municipaux, contre 1 498 en 2014.

(3) *Réfléchir&Agir* n° 31, hiver 2009.

(4) *Valeurs actuelles*, « Souriez, vous êtes purgé », 29 juillet 2021.

(5) Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), édition du *Monde* du 5 mars 2020.

(6) Voir P. Lamy, « L'enfant naturel de la "nouvelle droite" », in *Droits & Libertés* n° 197, avril 2022, pages 11 et s.

(7) La mouvance nationaliste et identitaire autour de la revue *Réfléchir&Agir* et des nationalistes d'Yvan Benedetti (ex-Œuvre française), dont les convictions antisémites ne sont pas un secret.

(8) Voir le diagramme publié par *Le Télégramme de Brest*, le 15 mars 2022.

(9) « Le martyre de "Sainte Marine" », in *L'Obs*, 3 février 2022.

(10) Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les Faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Presses de Sciences Po, 2015.

(11) « Marine Le Pen, la stratégie du chat », in *Le Point*, 12 novembre 2020.

(12) « Le poison de l'extrême-droite », in *Le 1 hebdo* n° 391, 6 avril 2022.

(13) Ph. Lamy, « La stratégie du guépard ou le "nouveau" FN », in *Quelle République pour le XXI^e siècle ?* vol. 3, juin 2012, pages 41-73.



utiliser à son profit la radicalisation de son discours, Marine Le Pen dénonçant même « *l'entourage néonazi* » de l'éditorialiste de CNews. Sans rien changer à son programme, la candidate va se « *recenterer* », usant même de la « *dictature des émotions* », quand elle feint d'apprendre que sa nièce pourrait rejoindre E. Zemmour⁽⁹⁾.

« La bataille des mots » et la banalisation

Marine Le Pen entend dicter ses analyses et ses termes à l'ensemble de la classe politique et médiatique, et on peut dire qu'elle a en partie réussi en imposant par exemple celui de « *dédiabolisation* »⁽¹⁰⁾. En 1983, le Club de l'Horloge, alors lié à la droite parlementaire, avait tenu un séminaire sur la « *bataille des mots* ». Fidèle à la stratégie du « *gramcisme de droite* », le Club considérait que la bataille des idées ne pouvait être gagnée qu'en menant également une bataille sémantique, en imposant son vocabulaire à l'adversaire. Cette stratégie est poursuivie aujourd'hui par le RN. On parle désormais d'opposition entre les nationaux et les mondialistes, et non plus de clivage gauche/droite car celui-ci

L'extrême droite aspire à gérer nationalement la France, quand elle n'a jamais su être en capacité de gérer d'importantes villes, des départements ou des régions. Car cela nécessite de faire des alliances, de passer des compromis... Or elle est l'ennemie du compromis.
Ci-dessus Marine Le Pen le 1^{er} juin 2012, à la tribune d'un meeting organisé à Paris peu avant les élections législatives.

« **Le RN a peu parlé d'immigration pendant cette campagne présidentielle, car ce sont les autres qui en ont parlé pour lui. D'abord Eric Zemmour, dont la radicalité des propos a permis à Marine Le Pen d'apparaître comme "modérée" sur le sujet, alors qu'elle n'a pas changé de position.** »

*« a volé en éclats. Un nouveau clivage oppose le pôle mondialiste, incarné par Macron, à notre pôle souverainiste »⁽¹¹⁾. On récuse le terme d'extrême droite pour qualifier politiquement le RN, on sous-entend que ses idées et ses membres ont été « *diabolisés* ». De fait, Marine Le Pen et ses cadres ont été « *normalisés* », invités sur tous les plateaux télé, et pas uniquement sur CNews. Plutôt que « *dédiabolisation* », c'est de banalisation qu'il faut parler. Les idées du RN se sont peu à peu imposées comme un « *poison lent* » dans l'espace public⁽¹²⁾. Marine Le Pen prend garde à ne pas utiliser de formules provocatrices comme son père les aimait, mais utilise l'euphémisation et les sous-entendus à l'égard d'un public qui sait depuis longtemps que le FN/RN est parfaitement identifié à la lutte contre l'immigration.*

On connaît cette célèbre formule tirée du livre *Le Guépard*, de Giuseppe Tomasi di Lampedusa : « *Pour que tout reste comme avant, il faut que tout change* ». Contrairement à son père, Marine Le Pen veut prendre le pouvoir⁽¹³⁾. Elle se doit de présenter un visage respectable, n'étant plus tenue par « *l'armure rigide des solidarités du passé* », comme l'évoquait son père dans un entretien à l'*Action*



«Marine Le Pen et ses cadres ont été «normalisés», invités sur tous les plateaux télé, et pas uniquement sur CNews.
Plutôt que «désidabolisation», c'est de banalisation qu'il faut parler. Les idées du RN se sont peu à peu imposées comme un «poison lent» dans l'espace public.»

française⁽¹⁴⁾. Le nouveau FN n'est plus le refuge des anciens de la division Charlemagne, des rescapés de la collaboration ou des vétérans de l'OAS. Cette nouvelle génération qui se met en place n'a pas connu les conflits coloniaux, voire même les «bagarres post-68».

La constance du programme du RN

Le programme du RN est toujours celui du FN et n'a pas changé, centré autour de la «préférence nationale» (voir encadré ci-dessous), de la politique discriminatoire, xénophobe et d'exclusion. Afin de marquer le changement, le RN utilise le mot de «priorité», déjà utilisé par le FN avant 1985⁽¹⁵⁾. En 2014, la cheffe du FN affirmait ses principaux objectifs: «C'est le chantier de l'insécurité et de l'immigration. Il faut modifier le Code de la nationalité, arrêter l'immigration en faisant en sorte que venir en France ne soit plus attractif. Et instaurer la priorité nationale»⁽¹⁶⁾. Huit ans après, le programme reste inchangé.

Le RN peut dès lors essayer de développer d'autres thématiques préoccupant les Français, dont le pouvoir d'achat. Ainsi, dans sa profession de foi, Marine Le Pen affirme que «voter pour elle, c'est vous rendre votre pays et votre pouvoir d'achat». Déjà, en 2011, la cheffe du FN présentait un programme en y défendant l'idée d'un «capitalisme populaire», afin de protéger le pouvoir d'achat des Français⁽¹⁷⁾. Cette défense du pouvoir d'achat passait bien entendu par la «préférence nationale en matière d'emploi, aides et logement». Connaissant la structure sociologique de son électorat⁽¹⁸⁾, et étant bien identifié comme le seul parti qui lutte contre l'immigration,

le RN cherche depuis des années à s'emparer de la thématique sociale. En 1992, Bruno Mégret présentait cinquante-et-une «propositions sociales», et, en 1995, le FN proclamait «le social, c'est le Front national». Aujourd'hui, la candidate définit sa stratégie économique autour du «localisme et du patriotisme économique». On retrouve ici l'influence d'Hervé Juvin⁽¹⁹⁾, député européen du RN qui a fondé, avec André Kotarac, transfuge de la France insoumise, le «Parti localiste». Hervé Juvin est celui qui a apporté au RN un discours écologiste identitaire⁽²⁰⁾ qui lui faisait défaut, autour de la défense des populations et de leur patrimoine local et territorial. Dans cette logique, il faut rejeter toute immigration «perturbatrice de cet ordre naturel». C'est un retour à une vieille thématique mise en avant au début de la III^e République, puis reprise par l'extrême droite maurassienne, affirmant le lien entre la patrie locale, la «petite patrie» et la patrie commune, la «grande patrie». Le Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) d'Alain de Benoist a défendu cette thèse de la nécessité d'un enracinement local, constitutif d'une identité européenne, thèse reprise ensuite par les Identitaires.

Pour Marine Le Pen, une victoire idéologique

Le RN a peu parlé d'immigration pendant cette campagne présidentielle, car ce sont les autres qui en ont parlé pour lui. D'abord Eric Zemmour, dont la radicalité des propos a permis à Marine Le Pen d'apparaître comme «modérée» sur le sujet, alors qu'elle n'a pas changé de position, notamment l'inscription dans la Constitution de la «priorité nationale» et de mesures visant à stopper l'immigration. Ensuite, le débat interne à LR (Les Républicains), lors de la primaire, a montré la porosité entre les positions d'un Eric Ciotti - qui obtient la moitié des suffrages - et celles de l'extrême droite. Valérie Pécresse elle-même a fait campagne sur le thème de l'arrêt de «l'immigration incontrôlée». Enfin, le président de la République lui-même, en déclarant le 16 septembre 2019 que «les bourgeois n'ont pas de problème avec ça [l'immigration]: ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec», a conforté le discours d'extrême droite. De fait, Marine Le Pen peut proclamer qu'elle a d'ores et déjà remporté une «victoire idéologique». Elle profite de cette crise du politique et dans une certaine mesure s'inscrit dans la stratégie «disruptive» d'Emmanuel Macron qui veut casser le clivage gauche-droite pour y substituer celui des nationalistes, opposés aux «progressistes». «Notre terreau, c'est la crise», affirmait Jean-Pierre Stirbois en 1988, un des «historiques» du FN. Les prochaines échéances électorales apporteront peut-être la démonstration que Marine Le Pen est en passe de gagner son pari⁽²¹⁾.

Déjà, en 1938...

Les mesures de «préférence nationale» ont un précédent dans l'histoire. Les crises économiques ont souvent suscité des mesures d'exclusion des étrangers. Déjà, en 1938, le parti de Jacques Doriot, le Parti populaire français (PPF), dont le secrétaire général Victor Barthélémy sera bien plus tard l'un des premiers secrétaires généraux du Front national (1973-1975), avait adopté dans son programme des mesures privilégiant les Français contre les étrangers: «Toutes ces mesures seront réservées aux travailleurs français. Qui doivent bénéficier d'une incontestable priorité dans les offres d'emploi. Là où une fonction peut être remplie par un Français ou une Française, pas d'embauche pour l'étranger⁽¹⁾.»

(1) Paul Marion, *Programme du Parti populaire français*, Les Œuvres françaises, 1938.

(14) «Je suis tenu par des solidarités que je ne peux pas rompre, qui sont celles de la guerre, qui datent de mon père, des copains d'Indochine et d'Algérie, des Pieds noirs», cité dans *Action française* 2000 n° 2814, 7 au 20 avril 2011.

(15) Le terme de «préférence nationale» a été développé par Jean-Yves Le Gallou et le Club de l'Horloge en 1985, dans un ouvrage éponyme.

(16) *Le Monde*, 6 septembre 2014.

(17) *Le Monde*, 15 et 16 mai 2011.

(18) «Le Rassemblement national capte le vote ouvrier», in *Le Monde*, 29 mai 2020.

(19) Hervé Juvin est un homme d'affaires et essayiste, qui fut un proche de Corinne Lepage. Il est chroniqueur dans *Eléments*, revue de la «nouvelle droite».

(20) Stéphane François, *Les verts-bruns. L'écologie de l'extrême droite française*, Le Bord de l'eau, 2022.

(21) Le présent article a été écrit début juin 2022.